

# Tout est sous contrôle?

Réflexions à l'occasion du 1<sup>er</sup> août 2010

de

**Dr. Christoph Blocher**  
**Ancien Conseiller fédéral**

(Le texte oral et écrit font foi - [www.blocher.ch](http://www.blocher.ch))

Chères concitoyennes, chers concitoyens,  
Chères Suissesses et chers Suisses,  
Mesdames et Messieurs,

Nous célébrons aujourd'hui le 719<sup>e</sup> anniversaire de notre pays, de notre Suisse, de notre patrie.

Nous avons des raisons d'être très reconnaissants :

Notre pays existe depuis 719 ans.

Voici 719 ans, l'on posait la première pierre de l'indépendance.

Le droit à l'autodétermination.

D'une grande actualité aujourd'hui!

Nous voulons aujourd'hui encore l'autodétermination et aujourd'hui encore nous refusons les juges étrangers.

Les objectifs de l'époque sont valables encore aujourd'hui.

Regardez le monde autour de nous.- Au cours des 20 dernières années, on a renoncé à beaucoup de liberté et d'indépendance, parce que l'on croyait que ces organismes ne pouvaient jamais être assez grands.

L'économie a fait les premiers pas dans cette direction.

Des entreprises ont fusionné, des groupes avaient la folie des grandeurs.

Pensez aux systèmes financiers globaux.

On a fait comme si tout était sous contrôle sous l'aspect de la globalisation.

Jusqu'à ce que la folie des grandeurs et le manque de clarté aient atteint une telle dimension que tout s'est écroulé.

Avec des conséquences terribles, dont personne ne connaît encore l'étendue aujourd'hui.

Il en est de même dans la politique.

Là aussi, l'histoire nous enseigne que les grands organismes fabriqués de toutes pièces peuvent s'écrouler.

Rappelez-vous la grande puissance qu'était l'Union soviétique, rappelez-vous l'empire de Charlemagne, rappelez-vous Napoléon.

Cela n'a jamais fonctionné.

Et qu'en est-il des plus récents efforts?

Qu'advient-il de l'UE?

C'est manifeste: avec l'Union européenne, un tel organisme a de nouveau été créée.

Une construction de toutes pièces, la plus grande possible.

Tous les pays sont liés, perdent de leur autonomie.

Les monnaies nationales ont été supprimées pour des raisons politiques.

Tout a été jeté dans un même pot.

On a créé une monnaie unique et là aussi on a fait comme si tout était sous contrôle.

On n'a pas agi selon des principes économiques, lorsque l'on a retiré les banques nationales aux Etats membres, mais par calcul politique.

A présent, les différents pays n'ont plus la possibilité de réglementer leur politique des intérêts et monétaires selon leurs propres besoins.

Alors que les situations de chacun des Etats membres sont différentes.

A présent ce qui devait arriver est arrivé: les endettements d'Etats et des effondrements en sont les conséquences.

La folie des grandeurs de l'homme est qu'il pense que plus on est grand, plus on aura de succès.

Mais la réalité prouve le contraire.

Pourquoi notre pays, la Suisse, n'y a-t-elle pas participé?

Parce que notre peuple a pu voter au début des années 90 sur cette question et parce qu'elle a eu la force de dire non.

Même la majorité – deux tiers des cantons – ont dit: « Non, c'est hors de question ».

Avec ce non, les citoyennes et citoyens disaient oui à la liberté et à l'indépendance de notre pays.

Par cette décision, ils se défendaient contre toutes les personnalités très connues de notre pays.

Toute la classe politique, le gouvernement, même l'économie, avaient pris le mauvais chemin à l'époque.

Aujourd'hui, près de 20 ans plus tard, les acteurs de l'économie se rendent lentement compte que la décision de l'époque était bien la bonne.

On apprend en faisant des erreurs – et souvent, hélas, seulement ainsi..

Si nous avons conservé jusqu'à ce jour notre indépendance par rapport à l'Union européenne, nous le devons à notre régime étatique particulier.

C'est grâce à cela uniquement que nous pouvons célébrer aujourd'hui l'anniversaire de notre pays dans la liberté et l'indépendance.

C'est pourquoi le commandement de la première heure et de l'heure actuelle est que la Suisse ne doit pas modifier ce régime, même pas par l'adhésion à des organismes multinationaux et pas non plus par des accords bilatéraux qui le font.

Et pourtant: même si les politiciens ne veulent pas le dire tout haut, on entend de toutes parts de nouveau qu'ils ont pour but de faire adhérer la Suisse à l'UE.

Ils savent que la majorité du peuple y est certes opposée et font donc toutes les manœuvres imaginables pour rejoindre peu à peu le sein de l'UE.

Et, Mesdames et Messieurs, c'est le premier devoir du citoyen, également dans les années qui viennent, de lutter avec détermination en faveur de notre liberté et de notre indépendance.

Une adhésion à l'UE renverserait les piliers de l'Etat suisse.

Cela ne saurait arriver.

Parce que cela est si important à mes yeux, je réfléchis actuellement sérieusement à poser ma candidature une nouvelle fois en 2011 lors des élections du Conseil national.

Cela, bien que je fête cette année mon 70<sup>e</sup> anniversaire.

J'y réfléchis pour contribuer à empêcher cette énorme préoccupation qu'est l'adhésion de la Suisse à l'UE.

Chères Suissesses, chers Suisses, il vaut la peine de mener ce combat.

C'est un combat de la population concernée contre l'autorité.

Car l'autorité a d'autres intérêts: elle veut l'adhésion aux grands organismes.

Elle veut aller là où tout le monde est pour tout mais personne n'est responsable de quoi que ce soit de concret.

Du point de vue pécuniaire, cela rapporte beaucoup aux dirigeants, parce que les gens sont bien payés dans ces organismes mal contrôlés.

Peu importe le résultat.

Le contrôle incommode de la population disparaîtrait en cas d'adhésion à l'UE.

Il n'y aura pas de personnes extérieures qui expertisent le travail et qui votent là-dessus.

Le contrôle du citoyen disparaîtra et son opinion ne jouera plus aucun rôle.

Mais cette surveillance et ce contrôle sont décisifs.

C'est justement ce qui fait la force de notre pays.

C'est la nature de la Suisse que les citoyennes et citoyens concernés posent les jalons dans les questions essentielles.

Si cette possibilité faisait défaut chez nous, nous serions depuis longtemps membre de l'UE. Imaginez-vous: nous en tant que membre de l'UE, en plein milieu de cette salade!

La situation meilleure de notre Suisse en serait anéantie.  
La neutralité de notre pays serait enterrée depuis longtemps si les politiciens seuls pouvaient prendre les décisions.  
En effet, les politiciens préfèrent s'impliquer dans la politique des grandes puissances.  
On peut par exemple détacher des troupes à l'étranger pour se donner de l'importance.  
Alors que nous savons que c'est la meilleure façon d'amener la guerre et le terrorisme dans notre pays!  
Tout cela n'est pas possible avec le régime actuel.  
Et c'est pourquoi nous pouvons être reconnaissants.  
Reconnaissants d'avoir pu maintenir notre liberté jusqu'ici.  
Et nous allons pouvoir la conserver à l'avenir également.  
Cette liberté-ci, la nôtre.  
Elle est ultramoderne.  
Je reçois tous les jours des lettres du monde entier.  
Les expéditeurs nous félicitent, nous les Suissesses et les Suisses, d'être encore libres.  
Partout où je vais en Europe, j'entends des affirmations comme « Vous n'êtes pas à plaindre. Vous n'êtes pas membres ! »  
Ce sont surtout des Allemands qui parlent et pensent ainsi.  
Et ils ont raison.  
Non parce que nous sommes meilleurs.  
Nous ne sommes pas meilleurs que les autres.  
Mais nous avons choisi un meilleur régime étatique.  
Un régime qui place la liberté et la prospérité des citoyens au premier plan.  
Nous respectons nos voisins.  
Nous respectons les autres Etats.  
Nous avons des relations avec eux.  
Mais nous restons neutres.  
Cela veut dire que nous ne nous immisçons pas dans la situation politique d'autrui.  
Nous protégeons notre pays, pour pouvoir conserver notre autodétermination sur notre petit territoire.  
Nous voulons prendre nous-mêmes notre avenir en main.  
Il faut continuer de renoncer à l'aventure en n'intervenant pas dans les affaires d'autrui.  
Il est temps de reconnaître ces valeurs, de réapprendre à les apprécier.  
En fait il nous est facile d'avoir cette opinion lorsque nous voyons ce qui se passe dans ces autres grands organismes.  
Personne ne sait aujourd'hui ce qu'il en sera des importants endettements des Etats.  
Personne ne sait aujourd'hui comment maintenir l'UE.  
Ceux d'entre les partisans de l'UE qui sont honnêtes le reconnaissent.  
Mais aujourd'hui on fait beaucoup de promesses.  
Il serait plus important de faire fi de la modestie et de dire que c'est une grande performance de pouvoir maintenir dans un petit pays comme la Suisse la liberté et l'indépendance ainsi que le droit du peuple.  
De pouvoir décider soi-même dans les questions matérielles et voter à ce sujet.  
Si l'on maintient ce droit dans notre démocratie, nous pourrions continuer de vivre dans la paix et la prospérité.  
Il sera possible que tous les gens se portent bien.  
C'est le message à l'occasion de l'anniversaire de notre pays !  
Nous voulons continuer dans cette direction et espérons avoir la force de persister.  
Alors nous serons également pleins de reconnaissance l'année prochaine lors du 720<sup>e</sup> anniversaire et pourrions célébrer encore de nombreux autres anniversaires.  
Je vous souhaite une belle fête nationale, à vous et à notre pays une bonne année.  
Je vous forme mes meilleurs vœux.